

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaia

LED
LABORATOIRE ÉCONOMIE
& DÉVELOPPEMENT

RMT
laboratoire de Recherche en Management
et Techniques Quantitatives

1er colloque national

**POLITIQUES AGRICOLES, DÉVELOPPEMENT
ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**
Enjeux et perspectives

السياسات الفلاحية
والتنمية و الأمن الغذائي
التحديات والأفاق

28 et 29 novembre 2022

www.univ-bejaia.dz

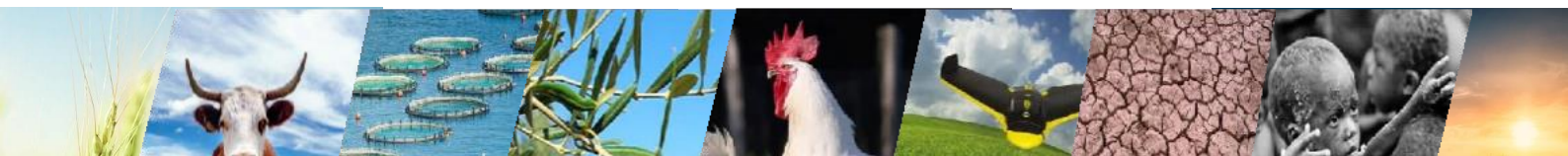


I. ARGUMENTAIRE

Depuis le 24 février 2022, date du déclenchement du conflit militaire en Ukraine, les risques sur la sécurité alimentaire à travers le monde se sont intensifiés et de fortes pressions sont exercées sur les prix des denrées. Sans une solution concertée, l'ombre d'une crise alimentaire mondiale inédite se confirme de jour en jour (BM, 2021). Les pays africains et ceux du Moyen-Orient ne cachent plus leur crainte, d'autant que de nouvelles pénuries ne cessent de paraître et leur sécurité alimentaire ainsi que leur souveraineté sont directement mises à rude épreuve (BM, 2021 ; Máximo Torero Cullen, 2022). L'impact du conflit russo-ukrainien a créé des risques supplémentaires pour la sécurité alimentaire, et il est probable que les prix des denrées resteront élevés dans les mois à venir.

Secteur nourricier et vital pour toute société, l'agriculture est la principale source de revenu de 80 % de la population pauvre dans le monde. Ce secteur joue donc un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté, la hausse des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'agriculture peut alimenter la croissance de l'économie nationale, offrir des opportunités d'investissement au secteur privé et être le principal moteur des industries apparentées et de l'économie rurale non agricole. Les deux tiers de la valeur ajoutée agricole dans le monde émanent des pays en développement. Évidemment, l'État doit être aux côtés des agriculteurs et des professionnels de l'agroalimentaire pour soutenir leurs démarches et les transformations nécessaires pour répondre à l'ensemble de ces défis et d'ouvrir de nouvelles opportunités de développement (BM, 2021). Afin de nourrir les 9,5 milliards de personnes que comptera la terre en 2050, les politiques agricoles à travers le monde doivent être saines, durables et inclusives. Il est évident que le développement agricole est capital, il permet en outre de : (i) mettre fin à l'extrême pauvreté, (ii) consolider le partage de la prospérité, (iii) augmenter durablement le revenu des populations rurales, (iv) renforcer et diversifier la croissance économique (en 2018, la croissance agricole représentait 4 % du PIB mondial), et enfin (v) avec une agriculture durable et écologiquement responsable il est possible de réduire de 25 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans le monde (BM, 2021).

La question de la sécurité alimentaire devient incessante sur la scène internationale suite à plusieurs phénomènes qui s'imbriquent dangereusement en particulier la flambée des prix des produits agricoles dans le monde. En effet, aux États-Unis, les cours du blé tendre sur le Chicago Mercantile Exchange, l'une des places de référence pour les contrats céréaliers, sont passés de 275 euros la tonne au 1er janvier 2022 au seuil symbolique des 400 euros en avril 2022 (Chicago Mercantile Exchange, 2022). Sur tous les marchés à terme où s'échangent les produits céréaliers, les indices de volatilité des prix sont au plus haut. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'indice des prix des produits alimentaires a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990 en raison de l'inflation concernant les céréales et les huiles végétales. La famine et l'évolution démographique sont aussi des paramètres qui ne sont pas des moindres puisqu'une population mondiale croissante et des régimes alimentaires changeants font augmenter la demande mondiale en produits alimentaires (Catherine Simonet, 2012 ; FAO, 2022). Le rythme des rendements des cultures se stabilise dans de nombreuses régions du monde suite à la surexploitation dangereuse et non durable des ressources naturelles, notamment les sols, l'eau et la biodiversité. Le rapport de la Banque Mondiale de 2020 a souligné que presque 700 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, ont faim, soit une augmentation de près de 60 millions depuis 2015. L'extrême vulnérabilité de l'agriculture au changement climatique constitue aussi un défi à prendre au sérieux. L'augmentation des températures, la variabilité météorologique, le déplacement des limites de l'agroécosystème, les ravageurs envahissants et les phénomènes météorologiques extrêmes font que les rendements des cultures, la qualité nutritionnelle des principales céréales et la productivité du bétail s'amointrissent année après année (ACF, 2017 ; BM, 2020 ; WFP, 2021). Le problème fonctionne aussi au sens inverse, car l'agriculture est une composante indissociable du problème climatique. Le secteur agricole a généré à lui seul au premier trimestre 2022, entre 19 et 29 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde (BM, 2021 ; FAO, 2022). Sans actions collectives et réfléchies, cet impact écologique pourrait s'accroître à mesure que d'autres secteurs réduisent leurs émissions. D'autant plus, qu'un tiers de la production mondiale de la nourriture est soit perdue soit gaspillé. La lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires est essentielle pour aider à



atteindre les objectifs climatiques et à réduire le stress sur l'environnement (GIEC, 2014 ; Danièle Clavel et al., 2022).

À cet égard et pour toutes ces raisons, les politiques agricoles doivent être repensées pour répondre aux défis de l'heure et ceux du futur. En outre, ces politiques doivent assurer :

- (i) un accroissement de la productivité en produisant davantage avec une production agricole de meilleure qualité afin de renforcer la sécurité nutritionnelle et d'augmenter et de diversifier les revenus ;
- (ii) un renforcement de la résilience en réduisant la vulnérabilité de l'agriculture face à la sécheresse, aux ravageurs, aux maladies et aux autres risques et chocs liés au climat ;
- (iii) une réduction des nuisances pour chaque calorie de nourriture produite en évitant la déforestation et la pollution des cours d'eau dues à l'agriculture extensive et intensive. Il est aussi vital de développer des moyens novateurs capables d'absorber le carbone de l'atmosphère, cela ne peut être tangible que par le développement d'une agriculture durable et socialement responsable.

Dans ce sillage, des politiques agricoles prospectives et des projets publics novateurs sont adoptés un peu partout dans le monde à l'instar de la Politique Agricole Commune européenne (PAC). Celle-ci est une référence au niveau mondial, elle est fondée sur trois principes : (i) l'unicité du marché, (ii) la solidarité financière et (iii) la préférence communautaire. Mais aussi la PAC vise comme objectifs : (i) accroître la productivité agricole, (ii) assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs européens, (iii) stabiliser les marchés, (iv) garantir la sécurité des approvisionnements agricoles et (v) assurer des prix raisonnables aux consommateurs européens. D'autres pays à travers le monde ont adopté des politiques agricoles subventionnées selon leurs spécificités, c'est le cas du Farm Bill aux États-Unis, des politiques d'aides publiques en Chine, du programme d'État de développement de l'agriculture en Russie, de la loi Food Security Act en Inde, etc. L'Algérie avait aussi sa politique agricole sous forme d'un Plan National de Développement Agricole (PNDA) opérationnel à partir des années 2000, ce plan vise à améliorer la sécurité alimentaire du pays, le développement rural et l'augmentation des revenus par la dynamisation de l'emploi et les soutiens directs et indirects aux agriculteurs. Sans être exhaustif, le PNDA vise dans son ensemble : (i) l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations rurales, (ii) le renforcement de la productivité des exploitations agricoles, (iii) la valorisation des métiers ruraux et enfin (iv) la fixation des populations rurales dans leurs régions d'origine (Salah Zenkhri et al., 2014 ; Ali Benaziza et al., 2018).

Présidents d'honneur : Pr BENIAICHE Abdelkrim - Pr OUKACI Kamal
Président du colloque : Dr KIROUANI Lyes

II. AXES

Sans être exhaustif, le colloque « Politiques agricoles, développement et sécurité alimentaire : enjeux et perspectives » traitera des axes suivants :

A : Union européenne et Politique Agricole Commune : quels enseignements ?

La PAC veille sans cesse à soutenir techniquement et financièrement l'ensemble des filières agricoles européennes. Les aides financières s'orientent vers la valorisation de l'élevage, l'emploi agricole, la performance économique, le bien-être animal, l'amélioration des rendements, l'innovation agricole, la régulation des prix, l'amélioration des revenus agricoles et la promotion d'une agriculture responsable et respectueuse de l'environnement. Dans ce sillage d'idées, ce premier axe traitera des questions suivantes :

- Les politiques agricoles dans le monde ;
- Naissance et évolution de la PAC ;
- Principes et fondements de la PAC ;
- Mécanismes et instruments de la PAC ;
- Défis et perspectives de la PAC ;



- PAC et conflits internationaux ;
- PAC et accord d'association européen avec l'Algérie ;
- PAC et accords commerciaux internationaux.

B: Commerce international des produits agricoles : une concurrence accrue

Malgré sa volatilité en termes de quantité et de prix, le commerce international des produits agricoles contribue à faire face à certaines pénuries touchant la production alimentaire et qui sont causées par les mauvaises conditions climatiques ou autres. En effet, le commerce international des produits agricoles reste vital pour certains pays, il participe activement dans la diversification économique, la consolidation du revenu des agriculteurs, le développement des industries agroalimentaires et l'amélioration significative du niveau de vie des citoyens. Les éléments qui seront abordés dans cet axe sont :

- Commerce international des produits agricoles, croissance et développement ;
- Structure du commerce international des produits agricoles ;
- Tendances du commerce international des produits agricoles ;
- Logistique et accès aux marchés des produits agricoles ;
- Formes de soutien aux importations et aux exportations ;
- Concurrence commerciale et subventions aux exportations ;
- Sécurité alimentaire et importations des produits agricoles.

C: Agriculture et sécurité alimentaire dans le monde : quelle place pour l'Algérie ?

La sécurité alimentaire comporte quatre dimensions, à savoir :

- La disponibilité de la nourriture en quantité suffisante ;
- La stabilité des approvisionnements agricoles ;
- L'accessibilité physique et économique aux denrées ;
- La qualité et la sécurité sanitaire des aliments.

Depuis la crise économique mondiale de 2008, les symptômes de la crise alimentaire mondiale sont de plus en plus fréquents, la carence chronique ou conjoncturelle en produits alimentaires menace la sécurité alimentaire d'un grand nombre de pays à travers le monde. L'Algérie a misé beaucoup sur le secteur agricole pour l'amélioration de la production alimentaire et la réduction de la facture d'importation des produits agricoles. Néanmoins, ces efforts sont insuffisants vu que le modèle de consommation algérien repose en grande partie sur des produits alimentaires importés alors que les prix de ces derniers sont instables, ce qui pose en permanence le problème de leur disponibilité, et par conséquent l'atteinte de la sécurité alimentaire. Les points à développer dans cet axe sont :

- L'insécurité alimentaire dans le monde ;
- La sécurité alimentaire en Algérie ;
- La problématique du modèle de consommation algérien ;
- Études des filières agricoles stratégiques (céréales, lait, viandes, huiles, etc.) ;
- La sécurité alimentaire dans le plan d'action visant le secteur agricole en Algérie.

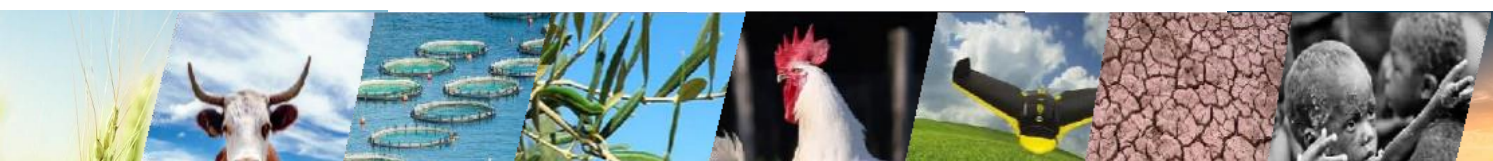
D: Développement agricole durable et valorisation des zones rurales

L'agriculture reste un important levier économique parmi d'autres leviers qui peuvent jouer un rôle efficace dans l'amélioration des conditions de vie de la population rurale, le développement de l'agriculture doit inévitablement procurer de la nourriture, un revenu et des opportunités de travail pour des populations humaines vivant dans ces espaces reculés. Le développement agricole peut engendrer également des effets multiplicateurs favorisant la croissance et la création d'opportunités économiques dans le secteur rural non agricole, et, d'une façon plus générale, par son intégration au reste de l'économie. Les points à développer dans cet axe sont :

- Le développement rural en Algérie ;
- Développement agricole et développement rural (impacts négatifs et/ou positifs) ;
- Le développement agricole et la biodiversité ;
- Modernisation de l'agriculture et mutations rurales ;
- L'agriculture familiale et la petite exploitation agricole.

E: Innovation et compétitivité agricoles

Cet axe aborde les concepts économiques d'innovation, de R&D, de productivité et de compétitivité caractérisant l'activité agricole et ses ramifications. Il est aussi important de mettre l'accent sur l'impact multiforme de l'innovation et de la R&D sur la productivité agricole, la maîtrise des coûts et la



compétitivité. De nos jours et plus qu'avant, il est admis que l'obligation du rendement, de la productivité et de la durabilité impose le développement renforcé d'une agriculture intensive et novatrice. Ce cinquième axe abordera les éléments suivants :

- L'agriculture entre hier et aujourd'hui ;
- Mondialisation, intégration et concurrence agricole ;
- Agriculture inclusive au service de l'équité et du développement durable ;
- Comprendre la compétitivité et la productivité agricoles ;
- Formes d'innovation agricole ;
- Évolution des efforts publics et privés en R&D dans le domaine agricole.

F: Interaction agriculture/industrie agroalimentaire

L'Agriculture et l'industrie agroalimentaire sont complémentaires et même indissociables. Leurs impacts sont à la fois : économique, social, politique, stratégique et géopolitique. En cette période de crise, le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire doivent relever de grands défis, à la fois conjoncturels et structurels :

- Satisfaire le marché intérieur en produits agricoles et en produits transformés ;
- Assurer une juste répartition de la valeur ajoutée afin de sécuriser les approvisionnements ;
- Élargir et varier la production et la transformation ;
- Relever le défi de la transition écologique et environnementale (agriculture et industrie agroalimentaire responsables) ;
- Reconquérir des parts de marché à l'export ;
- Répondre aux nouvelles attentes des consommateurs ;
- Moderniser le potentiel industriel et intégrer la révolution numérique ;
- Adapter les compétences aux nouvelles exigences technologiques touchant les pratiques agricoles et l'industrie agroalimentaire.

G: L'agriculture et les enjeux géostratégiques

Il ne peut y avoir de stratégies, de suprématie et de compétitivité entre grandes puissances sans l'intégration de l'agriculture dans les réflexions et les processus de positionnement sur l'échiquier mondial. Il est admis que l'agriculture façonne les relations internationales et influence les rapports de force entre nations, elle est au centre des tensions géopolitiques. Les aspects à aborder dans cet axe sont :

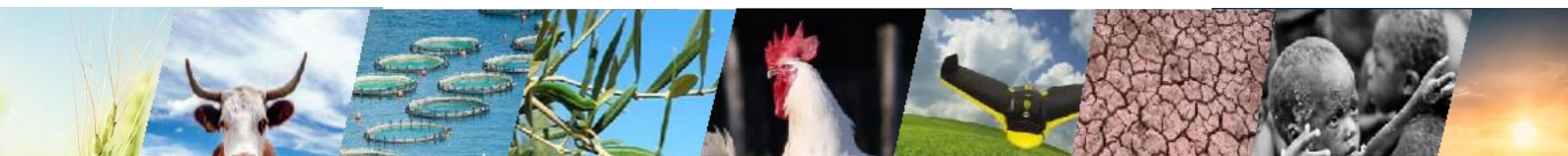
- La géographie agricole mondiale ;
- La crise de l'agriculture moderne ;
- Les conflits agricoles internationaux ;
- La problématique de l'eau et les conflits sur les ressources hydriques ;
- L'agriculture et le changement climatique ;
- L'agriculture comme arme stratégique et comme moyen d'influence ;
- Les banques de semences ;
- Les conflits et les crises alimentaires ;
- Les risques sanitaires et phytosanitaires liés au développement des échanges des produits agricoles.

H: L'agriculture comme outil de diversification économique

Il est évident que la diversification économique à travers le développement de l'activité agricole permet de mieux répartir les risques conjoncturels et structurels liés à une forte dominance d'un secteur ou d'une branche d'activité sur l'ensemble de l'appareil productif. À terme, cette diversification économique contribuera à l'acquisition de nouvelles parts de marchés et à l'amélioration de la position concurrentielle de toute économie. Conscient des défis relatifs à la sécurité alimentaire et compte tenu de la pression démographique, le secteur agricole est au centre des politiques de diversification économique des pays. Cet axe exposera des exemples de diversification économique basés sur le développement de l'activité agricole et l'incitation à l'exportation de produits agricoles et/ou de produits agricoles transformés.

L: Session posters

Cette session permet aux personnes de présenter des travaux sous forme de posters ou d'affiches. Ces travaux peuvent aborder des thèmes liés directement ou indirectement à la thématique traitée par le colloque.



III A QUI S'ADRESSE LE COLLOQUE ?

Le colloque « Politiques agricoles, développement et sécurité alimentaire : enjeux et perspectives » s'adresse aux chercheurs, académiciens, professionnels et décideurs politiques.

IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Toute personne qui souhaite participer aux travaux du colloque « Politiques agricoles, développement et sécurité alimentaire : enjeux et perspectives », à travers la présentation d'une communication orale ou bien sous forme de poster, doit envoyer un résumé de son travail.

Veuillez respecter les conditions suivantes :

- Le résumé, en format Word, ne doit pas dépasser 500 mots,
 - La proposition de communication doit être rédigée en **arabe, français ou en anglais**,
 - Les propositions de communication doivent être envoyées aux deux adresses E-mails suivantes :
colloque.pad@univ-bejaia.dz
ouari.meradi@univ-bejaia.dz
 - Votre proposition de communication doit comporter les informations suivantes :
 - titre,
 - NOM(s), Prénoms et E-mail(s) du(es) communicant(es), organisme d'affiliation
 - l'axe concerné (A, B, ..., I),
 - cinq mots clés au maximum,
 - bibliographie.
 - Veuillez indiquer clairement les résultats de votre travail de recherche, la méthodologie adoptée, la problématique et les hypothèses.
-

V DATES IMPORTANTES A RETENIR

- **05 novembre 2022** : Date limite d'envoi des propositions de communication (résumé),
 - **10 novembre 2022** : Avis du Comité scientifique,
 - **22 novembre 2022** : Date limite d'envoi des communications finalisées,
 - **28 et 29 novembre 2022** : Tenue du colloque
-

VI. PUBLICATION DES MEILLEURES COMMUNICATIONS

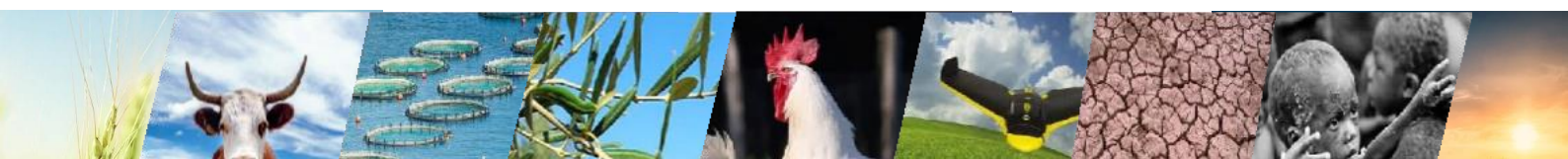
Les meilleures communications seront publiées dans la Revue Economie et Gestion (REG) de la Faculté des SECSG de l'Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, après évaluation.

VII. CONTACTS

Dr KIROUANI Lyes : Tél. +213 (0) 551 17 24 52

Dr MERADI Ouari : Tél. +213 (0) 555 74 83 85

E-mails : colloque.pad@univ-bejaia.dz,
lyes.kirouani@univ-bejaia.dz
ouari.meradi@univ-bejaia.dz



VIII COMITE SCIENTIFIQUE

Président du Comité scientifique : Dr MERADI Ouari

Les membres du Comité Scientifique :

ACHOUCHE Mohamed (U. de Bejaia), AIT BARA Hani (U. de Bejaia), AIT SIDHOUM Houria (U. de Bejaia), AMIMER Amar (U. de Bejaia), , BAAR Abdelhamid (U. de Bejaia), BELATTAF Matouk (U. de Ouargla), BELHADI Aissa (CREAD), BELKHIRI Aimadedine (U. de Bejaia), BELLIL Kousseila (CREAD), BENNACER Nasreddine (U. de Bejaia), BIATOUR L'hocine (U. de Bejaia), BOUGHIDENE Rachid (U. de Bejaia), BOUKHEZER Nacira (U. de Bejaia), BOUKRIF Moussa (U. de Bejaia), BOUMOULA Samir (U. de Bejaia), BOUZNIT Mohammed (U. de Bejaia), CHABI Tayeb (U. de Bejaia), CHITTI Mohand (U. de Bejaia), DJENANE Abdelmadjid (U. Sétif 1), FOUADI Brahim (U. de Bejaia), GHERBI Hassiba (U. de Bejaia), GANA Brahim (U. de Bejaia), HAMIMID Nassima (U. de Bejaia), HEDDAD Moussa (PNG), HIDRA Younes (U. de Bejaia), IDIRI Yanis (U. de Bejaia), IFOURAH Hocine (U. de Bejaia), IGUEROUADA Mokrane (U. de Bejaia), KACI Ahcene (ENSA Alger), KANDI Nabil (U. de Bejaia), LALALI Rachid (U. de Bejaia), MADANI Khodir (U. de Bejaia), MAHMOUDI Mourad (U. de Bejaia), MANCER Ilyes (U. de Bouira), MARZOUK Farida (U. de Bouira), MERZOUG Slimane (U. de Bejaia), MEZIANI Mustapha (U. de Bejaia), MOUHOUBI Aissa (U. de Bejaia), MAAMRI Moussa (U. de Bejaia), OUAOUDIA Lounis (U. de Bejaia), NAIT CHABANE Abdellatif (U. de Bejaia), OUSALEM Alia (U. de Bejaia), TALEB Nacer (U. de Bejaia), ZEGGAGH Ali (U. de Bejaia). ZIDELKHIL Halim (U. de Bejaia).

IX. COMITE D'ORGANISATION

Président du Comité d'organisation : Dr MERZOUG Slimane

Les membres du Comité d'Organisation :

BERKOUK Lamia, BAKLI Kamel, BELAAMRI Fatima, BOUAKKAZ Samah, BOUHALI Abdelhalim, CHELBI Fairouz, DJENANE Sid ali, KACI Amina, KERAI Hocine, MERROUCHE Walid, MESSAOUDENE Sabrina, MOULOUD Abdenour, TIMERIDJINE Sara, ZAIDI Abdelyamine, ZAIDI Hachemi, ZIDELKHIL Halim.

